



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement

Prouvy, le 20 août 2014

Unité Territoriale du Hainaut-Cambrésis-Douais  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex


Affaire suivie par Mélanie BERGHE  
Téléphone : 03.27.21.05.15  
Télécopie : 03.27.21.00.54  
melanie.berghe@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT  
(SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES)  
POUR PASSAGE EN CODERST**

Référence : ML/V2.2014.672

- OBJET** : CARLIER CHAINES à SAINT AMAND LES EAUX.  
Demande de modifications de prescriptions.
- REF.** : (1) Transmission préfectorale du 24 juillet 2014 du courrier de l'exploitant du 27 mai 2014,  
(2) Arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mars 2009,  
(3) Transmission préfectorale du 24 janvier 2012 du courrier de l'exploitant du 5 janvier 2012.
- P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
- N° S3/C : 070.03100

**1 IDENTITE DU DEMANDEUR**

- Raison sociale : **CARLIER CHAINES**
- Adresse du siège : 37-41, rue Roger Salengro  
BP 145  
59733 SAINT-AMAND-LES-EAUX Cedex
- Adresse de l'établissement : 37-41, rue Roger Salengro  
BP 145  
59733 SAINT-AMAND-LES-EAUX Cedex
- Contact dans l'entreprise : Claude CARLIER, PDG
-  : 03.27.48.12.00
- Activité : Fabrication de chaînes et attaches
- Situation administrative : Arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mars 2009

Carlier-Chaines\_St-Amand-les-Eaux\_RAPCO\_070.03100\_20082014

## 2 OBJET

Le présent rapport a pour objet d'examiner la demande du 27 mai 2014 citée en référence (1) et d'intégrer les modifications portées à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord dans le courrier cité en référence (3) de la société CARLIER CHAINES pour son établissement de SAINT AMAND LES EAUX.

## 3 OBSERVATIONS ET AVIS DE L'INSPECTION

L'exploitant sollicite :

- une augmentation de la consommation maximale d'eau de ville autorisée de 140 m<sup>3</sup> à 275 m<sup>3</sup>, celle-ci ayant été sous-estimée lors de la demande initiale.
- une diminution de fréquence du contrôle des émissions diffuses,
- une diminution de fréquence d'analyses des eaux pluviales et domestiques.

De plus, l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord des modifications intervenues sur son site par courrier cité en référence (3).

### 3.1 Consommation d'eau

Par courrier cité en référence (1), l'exploitant demande une augmentation de la consommation maximale d'eau de ville autorisée de 140 m<sup>3</sup> à 275 m<sup>3</sup>, celle-ci ayant été sous-estimée lors de la demande initiale, sachant que l'eau n'est utilisée que pour les besoins sanitaires.

En se basant sur les consommations d'eau par personne et par jour en France issues du site [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr), à savoir :

- 49 litres pour une douche,
- 25 litres pour les WC.

pour 40 personnes, pour une année de 220 jours travaillés, la consommation serait de l'ordre de 650 m<sup>3</sup>. Considérant que l'eau du réseau public n'est utilisée qu'à des fins sanitaires et que la demande de l'exploitant est en deçà des consommations estimées par personne, l'Inspection propose de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant.

### 3.2 Contrôle des émissions diffuses

Par courrier cité en référence (1), l'exploitant demande une diminution de la fréquence d'analyse annuelle de ses émissions diffuses.

Au vu des résultats de mesures qui laissent apparaître des teneurs faibles pour les différents paramètres analysés, l'Inspection propose de passer à une fréquence quinquennale.

### 3.3 Analyse des eaux pluviales

Par courrier cité en référence (1), l'exploitant demande une diminution de fréquence d'analyses des eaux pluviales pour passer d'annuelle à quinquennale, les résultats d'analyse ayant toujours été respectés.

Au vu des résultats d'analyse très en deçà des valeurs limites d'émission, l'Inspection propose de passer à une fréquence biennale. Néanmoins, si une des valeurs limites est dépassée, la fréquence redeviendra annuelle.

### 3.4 Analyse des eaux domestiques

Par courrier cité en référence (1), l'exploitant demande une diminution de fréquence d'analyses des eaux domestiques.

Considérant qu'il ne s'agit que d'eaux domestiques et que les analyses respectent les valeurs limites imposées, l'Inspection propose de supprimer la surveillance de ce rejet.

### 3.5 Modifications des installations

Par courrier cité en référence (3), l'exploitant a informé des modifications suivantes :

- construction d'un bâtiment de stockage,
- installation d'une ligne de poudrage électrostatique pour une quantité de poudre inférieure à 10 kg/j,
- installation d'une 2<sup>ème</sup> grenailleuse de 21 kW.

L'installation de poudrage est non classable au titre de la rubrique 2940.

La grenailleuse relève de la rubrique 2575. L'augmentation de capacité à 42 kW ne change pas le régime actuel applicable à la société pour cette rubrique, à savoir la déclaration.

### 3.6 Modifications suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées

Compte tenu de l'évolution de la nomenclature des installations classées, les rubriques suivantes exploitées par la société sont modifiées :

- La rubrique 2920 change de dénomination, la société n'est plus classable pour cette activité,
- La rubrique 2560 a des seuils modifiés. La société est désormais soumise à enregistrement pour cette rubrique,
- La rubrique 1532 est créée. Pour son stockage de bois, la société relève désormais de la rubrique 1532 et non plus de la rubrique 1530.

## 4 SUITES ADMINISTRATIVES

L'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) propose au préfet du Nord de soumettre le projet d'arrêté joint en annexe à l'avis des membres du CODERST. Celui-ci prend en compte les demandes acceptées par l'Inspection et les modifications intervenues sur le site.

L'Inspecteur de l'environnement  
(spécialité Installations Classées),

  
**Mélanie BERGHE**

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet  
de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DiPP/BICPE  
Prouvy, le

P/ Le Chef d'Unité, par intérim

L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines 21 AOÛT 2014

  
**Richard PREUVOT**



**PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**Société CARLIER CHAINES SA à SAINT AMAND LES EAUX**

Le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais,  
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment le livre V,

Vu l'arrêté préfectoral accordant à la société SA CARLIER CHAINES l'autorisation de régulariser la situation administrative de ses activités de fabrication de chaînes et attaches à SAINT-AMAND-LES-EAUX,

Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 5 janvier 2012,

Vu la demande de modifications de prescriptions de l'exploitant du 27 mai 2014,

Vu le rapport de l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du 20 août 2014,

Vu l'avis en date du XXXXXX Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société CARLIER CHAINES SA dont le siège social est situé 37-41 rue Salengro, BP 145, 59733 SAINT-AMAND-LES-EAUX Cedex doit respecter pour ses installations sises à la même adresse les modalités du présent arrêté.

Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 20 mars 2009 est modifié comme suit :

Rubrique	Dénomination de la rubrique	Volume de l'activité	Régime
2560-B - 1	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant 1. Supérieure à 500 kW	Puissance totale installée : <b>5 180 kW</b>	E
1412-2b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t	- un réservoir extérieur de propane de 6.7 t - 20 bouteilles de propane/butane de 13 kg chacune (0,26 t)  <b>Total : 6,96 t</b>	D

Rubrique	Dénomination de la rubrique	Volume de l'activité	Régime
1521-2	Traitement ou emploi de goudrons, asphalte, brais et matières bitumineuses, distillation, pyrogénération régénération, etc., induction, immersion traitement et revêtement de surface, etc., à l'exclusion des centrales d'enrobages de matériaux routiers La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 20 t	Cuve de trempage (vernis bitumineux) : 4300 L (4.3 t) <b>Total : 4.3 t</b>	D
2561	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)	- 3 fours électriques de recuit (161, 161 et 78 kW) - 3 fours électriques de revenu (60, 60 et 66 kW) - 2 fours propane de réchauffage (180 et 1400 kW) <b>Total : 2166 kW</b>	D
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc..., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	2 grenailleuses de puissance unitaire de 21 kW <b>Total : 42 kW</b>	D
1220	Emploi et stockage d'oxygène La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	Oxygène pour soudage et oxycoupage : 7 bouteilles de 14,4 kg <b>Total : 100,8 kg</b>	NC
1418	Stockage ou emploi d'acétylène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	Acétylène pour soudage et oxycoupage : 3 bouteilles de 7,7 kg chacune <b>Total : 23,1 kg</b>	NC
1432-2	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup>	- stockage de cémentol (catégorie 1) de 0,8 m <sup>3</sup> - bain de vernis bitumineux (catégorie 1) de 4,3 m <sup>3</sup> - stockage de vernis bitumineux (catégorie 1) en 4 fûts de 0,2 m <sup>3</sup> chacun.  <b>capacité équivalente Ceq : 5,9 m<sup>3</sup></b>	NC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieure à 1000m <sup>3</sup>	Stockage extérieur de palettes : 125 m <sup>3</sup> <b>Total : 125 m<sup>3</sup></b>	NC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	<b>Total : 6,7 kW</b>	NC
2940-3	Vernis, , peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est inférieure à 20 kilogrammes/jour,	Ligne de poudrage électrostatique : poudre inférieure à 10 kg/j	NC

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

### Article 3 – caractérisation des émissions diffuses

L'article 3.1.6 de l'arrêté du 20 mars 2009 est modifié comme suit

*« Une caractérisation des émissions diffuses du site est réalisée tous les 5 ans lors de conditions normales de fonctionnement.*

*En fonction des résultats des caractérisations, le présent arrêté pourra faire l'objet de modifications de prescriptions conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement. »*

### Article 4 – Origine des approvisionnements en eau

Le tableau de l'article 4.1.1. de l'arrêté du 20 mars 2009 est remplacé comme suit :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Consommation maximale journalière
Réseau public	275 m <sup>3</sup>	1 m <sup>3</sup>

### Article 5 - Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

L'article 9.2.3.1. de l'arrêté du 20 mars 2009 est remplacé comme suit :

*« Les eaux pluviales sont mesurées à une fréquence biennale pour les paramètres mentionnés aux articles 4.3.7 et 4.3.10. Toutefois, si les valeurs limites ne sont pas respectées, la fréquence passe à une fréquence annuelle. »*

### Article 6 - Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Le chapitre 8.3 de l'arrêté du 20 mars 2009 est supprimé.

### Article 7 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer à la présente décision, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1, du code de l'environnement susvisé.

### Article 8– Délai et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai de un an à compter de son affichage.

### Article 9 – Exécution

